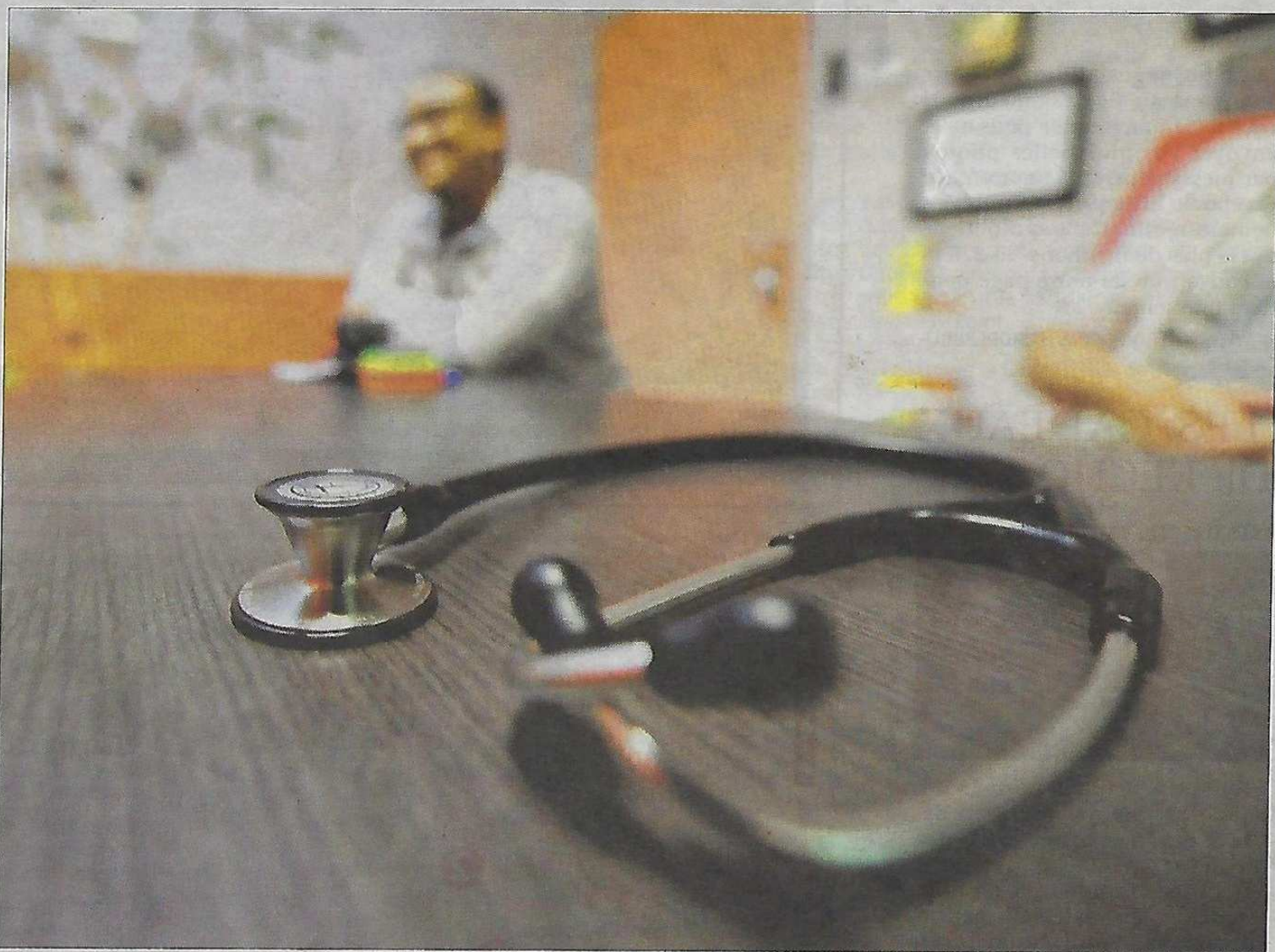


Médecins : les zones blanches en Eure-et-Loir



■ **PÉNURIE.** L'Agence régionale de santé Centre-Val de Loire publie une cartographie des territoires en tension pour l'accès aux soins. L'Eure-et-Loir est très mal loti.

■ **AIDES.** Un Eurélien sur deux habite dans un désert médical. Des aides seront débloquées pour inciter les médecins à venir s'installer dans le département. PHOTO : ÉRIC MALOT

Mauvais élève

« Notre département est celui dont la démographie médicale est la pire de France », déplore Véronique Fauchier, présidente du conseil de l'Ordre des médecins d'Eure-et-Loir.

Un chiffre

1.185 médecins sont inscrits à l'Ordre des médecins d'Eure-et-Loir, qu'ils soient généralistes, spécialistes, actifs, ou retraités.

Aspirations

Les jeunes médecins recherchent plus d'équilibre entre vie privée et vie professionnelle, un travail en équipe élargie et de nouveaux modes d'exercice de leur métier.

SANTÉ ■ L'Agence régionale de santé Centre-Val de Loire publie une cartographie de l'accès aux soins

Un Eurélien sur deux dans un désert médical

52,6 % de la population dans une zone en tension et 73,5 % en fragilité : l'Eure-et-Loir est touché de plein fouet par la pénurie de généralistes.

Hélène Bonnet

helene.bonnet@centrefrance.com

Le médecin généraliste est devenu une denrée rare, en Eure-et-Loir. Selon l'Agence régionale de santé (ARS Centre-Val de Loire), le département compte actuellement 275 médecins généralistes en exercice, soit 14,5 % de moins qu'en 2012. La démographie médicale est grippée et, au quotidien, beaucoup d'Euréliens en subissent les conséquences. Obtenir un rendez-vous devient très difficile, y compris dans les grandes villes.

teur à l'agonie, l'ARS Centre-Val de Loire a publié, fin 2017, une nouvelle cartographie des territoires en tension pour l'accès aux soins. En Eure-et-Loir, 52,6 % de la population est située en Zone d'intervention prioritaire (contre 14,5 % dans le cadre du précédent zonage). Et c'est précisément dans ces déserts médicaux que l'État a décidé de mettre le paquet, en partenariat avec les collectivités locales, pour tenter d'inverser la tendance.

Des aides à l'installation

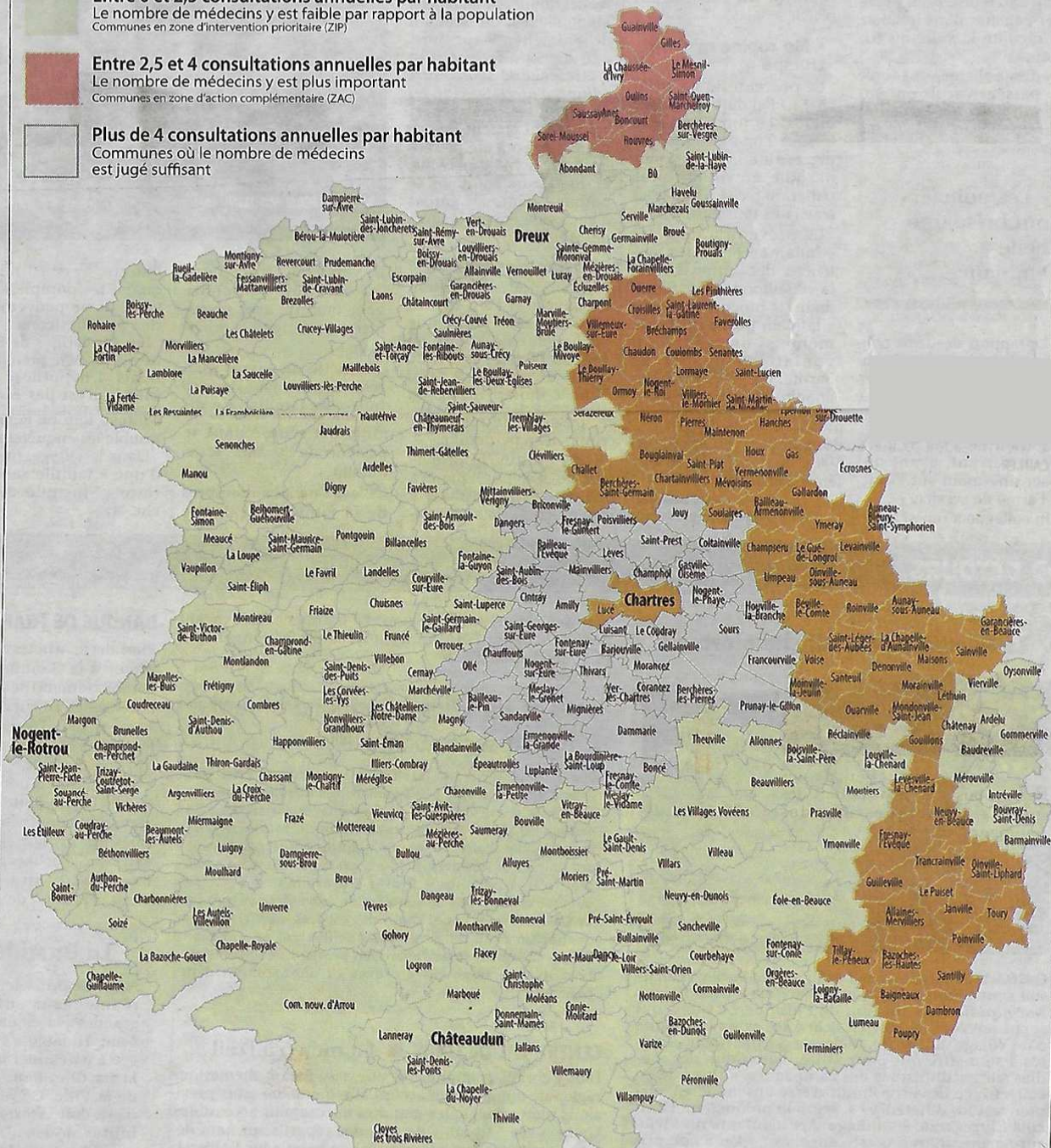
Anne Bouyard, directrice de l'ARS Centre-Val de Loire, explique : « Les zones les plus fragiles sont celles où les habitants ont accès, en moyenne, à moins de 2,5 consultations par an auprès d'un généraliste. Le nouveau zonage ouvre droit à toutes les aides dans les secteurs prioritaires. Un médecin touchera 50.000 € d'aide à l'installation, dans le cadre d'un contrat. Il y aura, aussi, des aides à

Une répartition inégale des médecins généralistes en Eure-et-Loir

Entre 0 et 2,5 consultations annuelles par habitant
Le nombre de médecins y est faible par rapport à la population
Communes en zone d'intervention prioritaire (ZIP)

Entre 2,5 et 4 consultations annuelles par habitant
Le nombre de médecins y est plus important
Communes en zone d'action complémentaire (ZAC)

Plus de 4 consultations annuelles par habitant
Communes où le nombre de médecins est jugé suffisant



Source : ARS Centre - Val de Loire
Source cartographique : Articque

Infographie : Bernard Meyer **L'ECHO RÉPUBLICAIN**



« Des aides pour les professionnels qui se regroupent. »

ANNE BOUYARD. Directrice de l'Agence régionale de santé Centre-Val de Loire.

l'exercice regroupé. »

Mais pour la présidente du conseil départemental de l'Ordre des médecins d'Eure-et-Loir, Véronique Fauchier, la création de maisons de santé n'est pas une solution miracle.

« Cela se traduit sur le terrain par un regroupement de paramédicaux, voire de pseudo-paramédicaux et, bien souvent, dans le meilleur des cas, par l'intégration d'un médecin déjà installé sur le même secteur, qui souhaite déménager son cabi-

net pour rejoindre cette structure. »

La piste de la télémédecine ne permet pas de tout résoudre, selon le conseil de l'Ordre, qui suggère plutôt « d'organiser et de rembourser le transport des patients, même vers un cabinet

libéral ». Autour de Chartres, les habitants sont mieux lotis. Les franges franciliennes sont, elles aussi, moins touchées par la désertification médicale, du fait de leur proximité avec l'Île-de-France, mieux pourvue en médecins. ■